

# FLAMBEAU

## des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N° 0384 du Jeudi 20 novembre 2014 PRIX : 250 F CFA

Marches de CAP 2015 et UNIR

**L'AITAE exhorte les deux parties à surseoir à leurs marches afin de faire baisser la tension politique** P.5

**Eliminatoires CAN 2015/Fin de campagne catastrophique**



## Les Eperviers au purgatoire

### Tchakala, le fiasco

Réformes politiques/CAP 2015, CAR-ADDI :



Jean-Pierre Fabre



Me Dodji Apévon

**Le projet de loi consensuel déposé au parlement hier** P.5

**Politique**

Présidentielle 2015/  
« Je prends le Parti des Togolais » :

**Le Livre-Programme du candidat Alberto Olympio** P.5



Alberto Olympio

**Société**

**Vente des pneus d'occasion : Un commerce en vogue dans la zone portuaire** P.4

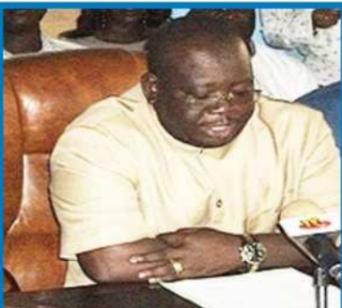
**Economie**

Journée Africaine de la Statistique 2014

**La DGSCN marque le pas** P.2



Kokou Yao N'guessan, DG DGSCN



Noël De Poukn, Pdt NJSPF

**Manifestations de rue des 21 et 28 novembre**  
**Noël De Poukn : « Nul n'étant détenteur du titre foncier de la rue, la NJSPF en fera usage aussi longtemps que les circonstances l'exigeront... »** P.3

## Journée Africaine de la Statistique 2014

# La DGSCN marque le pas

Est célébrée chaque 18 novembre sur le continent, la Journée Africaine de la Statistique. Objectif, sensibiliser le public sur le rôle primordial qu'occupent les statistiques dans toutes les sphères de la vie politico-économique du continent. Mais aussi, cette célébration se veut pour les acteurs de la statistique de préconiser une plus large utilisation de cet outil thématique aux fins de garantir la prise des données probantes et viables pour mener à bien des politiques publiques.

Au Togo, l'événement a été célébré le mardi sous la coupole de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) autour du thème : « Des données en accès libre pour la participation inclusive et la responsabilisation », avec une touche particulière axée sur « Les implications en matière de réformes du système statistique national ».

Se conformant aux recommandations de la deuxième table ronde internationale tenue en février 2004 à Yaoundé au Cameroun sur la gestion du développement axé sur les résultats ainsi que celles du Plan d'Action de Marrakech adoptant la mise en place des stratégies na-

tionales de développement de la statistique, le Togo s'est engagé depuis 2006 dans un long processus de refonte de son système statistique national dans le but de s'offrir un cadre essentiel pour le développement des statistiques permanentes. Ainsi, a démarré l'élaboration de cette politique nationale de la statistique validée en 2008, adoptée en 2010 et promulguée en 2011 par le gouvernement.

Ainsi ont été mises en place depuis lors, des cadres institutionnels et organisationnels devant conduire cette politique de restructuration, notamment le Conseil national de la Statistique (CNS), l'Institut national de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques



Kokou Yao N'guessan, DG DGSCN

(INSEED), un établissement public à caractère administratif qui viendra donc se substituer à la Direction générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) qui est jusque-là, l'organe central du système statistique national.

Par conséquent, au-delà l'importance du thème général qui vise à faciliter un accès facile aux données statisti-

ques par la disponibilité, la réutilisation et la diffusion ainsi que la participation universelle, cette célébration se veut également une tribune pour la DGNSC de lever le voile et vulgariser les acquis de cet immense chantier de réformes entamées depuis quelques années déjà dans ce secteur.

D'où la satisfaction affichée du Directeur général de la

DGNSC pour qui ces réformes marquent « l'engagement du gouvernement togolais à réformer en profondeur le système statistique national ». Ceci, ajoute Kokou Yao N'Guessan, afin de le rendre plus performant et apte à produire les statistiques de qualités nécessaires pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques. « Les statistiques constituent le socle, la fondation et le levier pour une réussite effective de toutes les stratégies nationales », a conclu le Directeur général de la DGNSC.

Avant la rencontre avec la presse, cette célébration, faut-il le rappeler, a été précédée dans la matinée d'une journée porte-ouverte sur cet organisme central ayant en charge le contrôle du système statistique au Togo.

Magloire TEKO

## Culture

# Lomé, Capitale du Festival itinérant « Migration »

Du 13 au 27 novembre prochain, Lomé la Capitale togolaise accueille le Festival ambulant « Migration ». Initiative de l'Ecole Internationale de Théâtre du Bénin (EITB)

A en croire Alougbine Dine, Directeur de l'EITB, par ailleurs promoteur de « Migration », ce festival itinérant se tient pendant cinq (5) jours dans les lieux et places publiques de Lomé. Notamment les jeudi 13 et mardi 18 novembre devant la Télévision Deuxième (TV2), le dimanche 16 novembre à la plage, Place Hollando et le jeudi 27 novembre à la Place Fréau Jardin.

« Au-delà de l'ambition d'une synergie régionale que vise ce festival, nous entendons également briser les frontières entre les langues et les territoires en les rapprochant », a laissé entendre Alougbine Dine devant la presse le jeudi 6 novembre dernier au Centre Culturel Allemand Goethe Institut.

En somme, partant de Cotonou au Bénin, le Festival « Migration » se propose de sillonner, du 29 septembre 2014 au 15 janvier 2015, huit pays de



Table d'honneur

la sous-région. Notamment le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Ghana, le Sénégal, Nigéria, le Togo et bien évidemment le Bénin.

En rappel, l'EITB est une école internationale de théâtre implantée à Cotonou au Bénin. Ce Théâtre-Ecole offre à ce jour, une Licence Professionnelle LMD

en Etudes Théâtrales aux étudiants de toute nationalité. Cette année, l'EITB livre sur la scène sous-régionale de théâtre sa troisième promotion d'étudiants dénommée « Promotion Aimée Césaire ».

Magloire TEKO

Laissez place à la liberté  
Prenez VOTRE CARTE UTB et Gagnez du temps

**SAVOIR NEWS**  
La Première Agence de Presse Privée au Togo

**FLAMBEAU des démocrates**  
HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE  
Plus qu'un journal, c'est l'idéal de vie

**OFFRE D'EMPLOI**  
Une société de la place recherche des employés ayant au minimum le niveau BAC 2, capable de travailler dans la zone d'Avépozo, âgé de 35 ans au maximum. Une expérience dans le domaine de la santé serait un atout.  
Dépôt de dossier au Secrétariat de la Radio Kanal Fm au plus tard le 27 novembre 2014.

**EDITORIAL****L'Afrique dans l'exigence d'un nouveau départ**

Longtemps enfermée dans sa tour d'ivoire, l'Afrique doit être présente aujourd'hui au rendez-vous du donner et du recevoir. Remontant le cours de l'histoire, nous pouvons affirmer, sans aucun risque d'être contredits, que le continent africain a subi l'influence de la colonisation.

Et pour justifier les conquêtes coloniales, la propagande impérialiste s'est toujours efforcée, d'accréditer la thèse raciste selon laquelle, les pays d'Afrique seraient incapables de se gouverner eux-mêmes et d'atteindre la civilisation. Par conséquent, c'est dans un but purement philanthropique et humaniste, affirmait-elle, que la mission civilisatrice de l'Europe s'est encore chargée de ce nouveau fardeau. Aujourd'hui plus que jamais, il saute clairement aux yeux que nous ne pouvons pas nier les avantages de la colonisation, même s'il y a eu des inconvénients.

Or justement, l'un des avantages de cette colonisation a été l'école des Blancs ou l'école étrangère, dont parlait déjà Cheick Hamidou Kane dans son roman intitulé « l'Aventure ambiguë ». Dans ce contexte, l'instruction s'avère une nécessité vitale pour notre continent, puisque le savoir c'est la lumière dans sa plénitude, tandis que l'ignorance c'est l'obscurité dans sa quasi-totalité ; et un continent qui aspire à se gouverner lui-même, doit s'armer du pouvoir que lui confère la connaissance ; d'où la nécessité pour l'Afrique de gouverner et de contrôler l'éducation ; d'imposer son dictum quant aux méthodes éducatives, en matière de littérature, de sciences et d'art.

Ainsi, à notre ère de haute technologie et de progrès scientifique, où le monde semble évoluer à la vitesse de la lumière, nous ne devons plus nous enfermer dans des pratiques archaïques et retardataires, pouvant constituer un frein à notre épanouissement. Ceci étant et sans plus tarder, il est grand temps et important que notre chère Afrique fasse preuve de maturité dans tous les domaines, et plus précisément dans celui de la magistrature suprême, puisque c'est la clef de voûte du bonheur de notre continent, censé être le Berceau de l'humanité.

Pour cela, nous devons sortir de notre sommeil de plomb ; car, dormir sur ses lauriers, est une attitude de paresse, aussi condamnable que celle d'un continent qui se complait dans la médiocrité. Cependant, il faut se rendre à l'évidence en ce sens que, avant de penser par soi-même, il faut d'abord penser par autrui, se mettre à l'école d'un maître. Dans cette perspective, ne perdons donc pas de vue, que notre continent n'a pas été le premier à ouvrir les yeux sur la démocratie ; car, bien avant lui, d'autres ont fait plusieurs expériences dans ce domaine, pour parvenir à une maturité difficilement acquise au terme d'une longue histoire.

Aussi, l'Afrique se trouve-t-elle dans l'obligation de se mettre à l'école des Etats Unis d'Amérique, puisque les Américains ont toujours cherché à s'expliquer à leurs propres yeux comme à ceux du monde ; ils ont toujours aimé connaître ce qui fait leur force ou leur faiblesse, se pencher sur leur histoire et leur façon de sentir ; ainsi, ce trait de caractère explique le grand développement de la sociologie et de la science politique au pays de l'oncle Sam.

En effet, la constitution américaine, dont les rédacteurs se sont inspirés des textes de Rousseau, de Montesquieu et de John Locke, cette constitution demeure la gardienne vivante de la démocratie américaine ; car ce document, rédigé à l'usage d'une nation agricole de plus de cent mille âmes, peut encore aujourd'hui servir à un colosse industriel, chargé de lourdes responsabilités mondiales.

Voilà un modèle à imiter pour notre bonheur en Afrique.

Edgar K. Djissenou

## Marche du CAP 2015 le 21 novembre : Les responsables du mouvement refusent de changer le point de chute

La marche prévue par le Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015) fait l'objet de toutes les études de la part du gouvernement qui joue à l'apaisement. La preuve, c'est la réunion qui s'est déroulée le lundi 17 novembre dernier entre les responsables de ce regroupement de huit (08) partis politiques de l'opposition et Gilbert Bawara, ministres de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales et Yark Damehame de la Sécurité et de la Protection civile.

Pendant deux (02) heures, les protagonistes n'étaient pas arrivés à trouver un terrain d'entente. La réunion s'était finalement terminée en queue de poisson. En effet, il est demandé aux représentants de CAP 2015 de changer le point de chute de la marche qui est l'esplanade du Palais des Congrès de Lomé. A en croire les deux ministres, le lieu serait un point très sensible. Mais les représentants du CAP 2015 ont opposé un refus catégorique. Yark Damehame et Gilbert Bawara ont ensuite demandé aux



Des responsables de CAP 2015

organiseurs de faire une proposition, outre l'esplanade du Palais des Congrès. Ces derniers ont choisi Deckon pour trois (03) jours de sit-in ou le grand marché de Lomé pour une journée. Mais cette proposition n'a pas requis l'assentiment des deux membres du gouvernement qui, à leur tour, ont opposé un refus.

A la question de savoir si le gouvernement craignait le syndrome burkinabé (une question posée par l'un des représentants du CAP 2015), les deux ministres n'ont pas donné une réponse concrète, mais affirment qu'ils n'ont pas

l'intention d'interdire la manifestation. Dans la foulée, on apprend que les associations de soutien à Faure Gnassingbé qui annoncent aussi des manifestations ce même 21 novembre n'ont pas encore envoyé aux deux ministères, une lettre d'information précisant leur itinéraire.

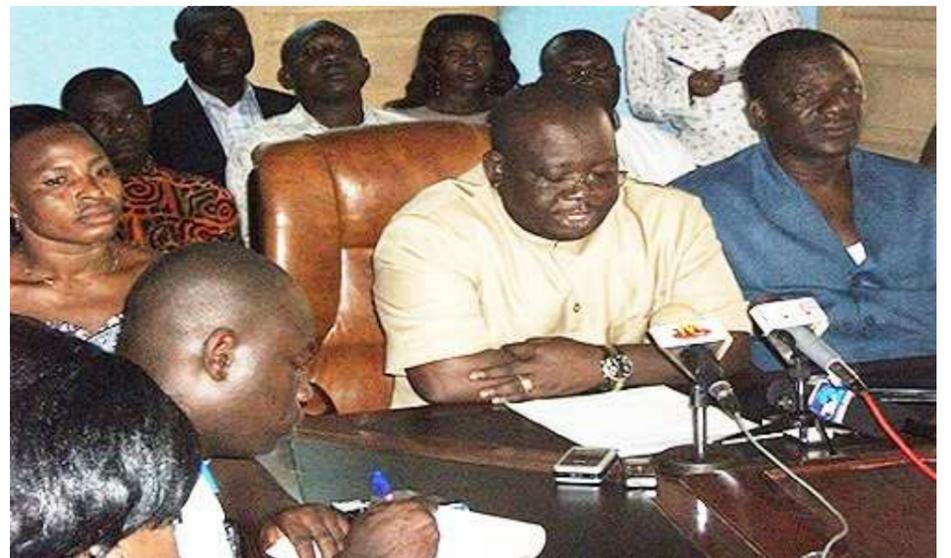
Les tentatives de Gilbert Bawara et de Yark Damehame pour convaincre leurs interlocuteurs n'ont finalement rien donné. Les responsables de CAP 2015 disent ne pas être prêts à changer le point de chute de la marche.

Isidore

## Manifestations de rue des 21 et 28 novembre / La NJSPF convie massivement ses militants Noël De Poukn : « Nul n'étant détenteur du titre foncier de la rue, la NJSPF en fera usage aussi longtemps que les circonstances l'exigeront... »

Les rues de Lomé seront probablement noires de monde les 21 et 28 novembre prochains. Pour cause, à l'appel du CAP 2015 (Combat pour l'Alternance Pacifique) et des Organisations de défense des droits de l'Homme (ODDH) qui conviaient leurs militants à battre les pavés pour exiger les réformes constitutionnelles et institutionnelles, l'Union pour la République (UNIR) par la voix de la « Majorité silencieuse » y a répondu en faisant appel à ses militants de descendre aussi dans les rues les mêmes jours pour la protection de la constitution actuelle et des institutions de la République, une option sur laquelle se sont alignés le Mouvement de Soutien au Président Faure (MSF) et récemment la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure (NJSPF).

A travers un point de presse tenu le lundi 17 novembre dernier, le président de cette association, Noël Depoukn se rallie à la cause du parti Unir et convie ses militants à envahir les rues de Lomé les 21 et 28 novembre 2014. Cette invite aux membres et sympathisants de la NJSPF, découle du rapport de force que voudrait instaurer l'opposition dans les rues de la capitale en créant des troubles à l'ordre public au



Noël Depoukn au micro lors de sa déclaration

nom du peuple. Pour le premier responsable de la NJSPF, son association utilisera tous les moyens légaux en sa possession « pour la protection aussi bien de la constitution actuelle de notre pays que des institutions de la République ». Concernant ces manifestations de rue qui s'apparentent à un contremarche, ce dernier s'exprime : « Nul n'étant détenteur du titre foncier de la rue, la NJSPF en fera usage aussi longtemps que les circonstances l'exigeront et ce sur l'ensemble du pays pour exprimer les

aspirations légales, légitimes et républicaines du peuple et non d'une foule quelconque ».

Voilà qui fait craindre le pire pour ces deux marches qui risquent de dégénérer, une situation que les ministres de l'Administration territoriale et de la sécurité tentent de dénouer à travers une rencontre avec les responsables du CAP 2015 qui restent inflexibles sur le lieu de chute de leur marche, le palais des Congrès.

Isaac Tonyi

Vente des pneus d'occasion :

## Un commerce en vogue dans la zone portuaire

Depuis son siège sous un hangar de fortune, Kofa aperçut un Toyota Carina qui est en train de s'immobiliser devant sa marchandise. D'un bond spectaculaire, il se précipite vers la voiture dans laquelle se trouvait un cadre de l'administration. Commencent alors les négociations à propos d'une gènte pour pneus de marque Toyota. Malheureusement, les marchandages ont connu un échec, le client ayant trouvé le prix un peu cher.

Cette scène est le quotidien dans le marché d'Akodésséwa et dans toute la zone portuaire où abonde le commerce des pneus, des gèntes et des enjoliveurs d'occasion. Ce sont des jeunes ayant abandonné les études ou après leur apprentissage, sont à la recherche

petits services qu'on se donne, rentrer à la maison avec quelque chose », a confié Toto, revendeur de pneus d'occasion. Ces petits services consistent au lavage des pneus, à leur traitement pour faire disparaître des cicatrices apparentes sur certains produits et au montage

**« Même si on ne vend pas, on peut, à travers de petits services qu'on se donne, rentrer à la maison avec quelque chose »**

business à faire. A moins qu'on soit paresseux, on rentre avec rien », a ajouté Toto.

Généralement, ces revendeurs de pneus d'occasion s'approvisionnent au Port Autonome de Lomé. Ils se procurent les pneus et les gèntes à un prix moins cher. D'autres vont jusqu'au Ghana pour chercher leurs marchandises. « Souvent, ce sont les gèntes qui reviennent un peu cher. Par exemple, le prix d'une gènte aluminium peut aller jusqu'à 200 000, voire 300 000 FCFA. Et nous vendons ça ici, puisque nous avons des clients qui sont des personnalités VIP », a expliqué Kofa. Quant aux pneus d'occasion, ils peuvent revenir entre 15 000 et 50 000 FCFA. Cela dépend de la marque de la voiture. « Nous préférons venir chercher les pneus d'occasion au lieu d'aller dans les grands magasins pour en acheter de

nouveaux. Contrairement à ce que les gens pensent, il y a des pneus de qualité parmi tout ce que vous voyez ici. Moi, c'est ici que je viens quand j'ai ces

autres cadres de l'administration qui viennent acheter des pneus et gèntes chez nous », a indiqué Kofa. Entre les revendeurs, ils s'échangent les marchandises qu'ils proposent aux clients. « Par exemple, lorsqu'un client se présente à moi et que c'est mon voisin qui a la marque qu'il veut, je négocie avec mon voisin qui me donne son pneu. Eventuellement devant le client, j'augmente un peu pour trouver aussi quelque chose », explique un autre revendeur.

« Nous n'avons rien à envier à un fonctionnaire d'Etat. On peut revenir avec plus de

**Ce sont des jeunes ayant abandonné les études ou après leur apprentissage, sont à la recherche de l'argent pour ouvrir un atelier et exercer leur métier.**

de l'argent pour ouvrir un atelier et exercer leur métier. A Akodésséwa, les marchandises sont alignées les unes à la suite des autres. Mais tout le monde trouve son compte avant la fin de la journée. « Même si on ne vend pas, on peut, à travers de

de ces pneus sous les voitures (au cas où le client exprime son désir de remplacer les roues de sa voiture sur le champ).

« Rien que ces services, je rentre parfois avec 7 à 8 000 FCFA. Je vous avoue que nous sommes dans un secteur où il y a du

**Entre les revendeurs, ils s'échangent les marchandises qu'ils proposent aux clients.**

genres de soucis », a témoigné un Aladji dans sa BMW.

Il faut dire que dans ce marché, il y a des marchandises pour toutes les bourses. « Nous reconnaissons déjà le genre de produit que nous devons proposer aux clients une fois qu'ils se présentent dans le marché. Il y a même des chauffeurs des ministres et

200 000 FCFA le mois, lorsque le marché est bon. C'est une activité très intéressante, même si aujourd'hui les choses semblent difficiles », a-t-il poursuivi. Cependant, ce que ces jeunes déplorent, c'est ce que perçoit la municipalité concernant la place qu'ils occupent.

Isidore

Interdiction des sachets plastiques :

## Des ouvriers de fabrication plaident pour la réouverture des usines fermées

Ils viennent togolaises reprochent à ces industries de ne pas se conformer à la loi portant interdiction de fabrication des sachets plastiques non biodégradables, une dispo-

**A travers cette manifestation, les ouvriers, en chômage technique, veulent attirer l'attention du gouvernement sur leur nouvelle situation.**

clament la réouverture des dites sociétés fermées depuis plus d'une semaine sur décision du gouvernement. Ces ouvriers se sont regroupés en début du week-end dernier pour manifester leur mécontentement.

En effet, les autorités

situation entrée en vigueur depuis 2011. « Nous sommes d'accord pour l'environnement; un environnement propre, c'est une santé saine mais on doit parler de l'emploi aussi. Les usines fermées, les employeurs ont décidé de mettre en chômage technique les



Les ouvriers en colère

travailleurs que nous sommes », a souligné M. Agbana Kodjovi, porte parole du collectif des syndicats de la zone franche. A travers cette manifestation, les ouvriers, en chômage

technique, veulent attirer l'attention du gouvernement sur leur nouvelle situation. Ils demandent donc un règlement rapide de la crise dont ils sont les principales victimes.

Ouvriers, responsables d'usines et gouvernement sont en pourparlers depuis quelques jours pour dénouer la situation. « Les échos de cette réunion qui nous sont parvenus font état de la réouverture dans les prochaines heures des sociétés. Ce que nous voulons, c'est que les usines soient rouvertes et que nous puissions reprendre le travail. Nous ne sommes pas contre la décision du gouvernement parce qu'il est question de l'environnement », a précisé M. Agbana.

Les travailleurs et leurs employeurs ont déjà rencontré le ministre de la Zone franche et celui du Commerce et de la Promotion du Secteur privé.

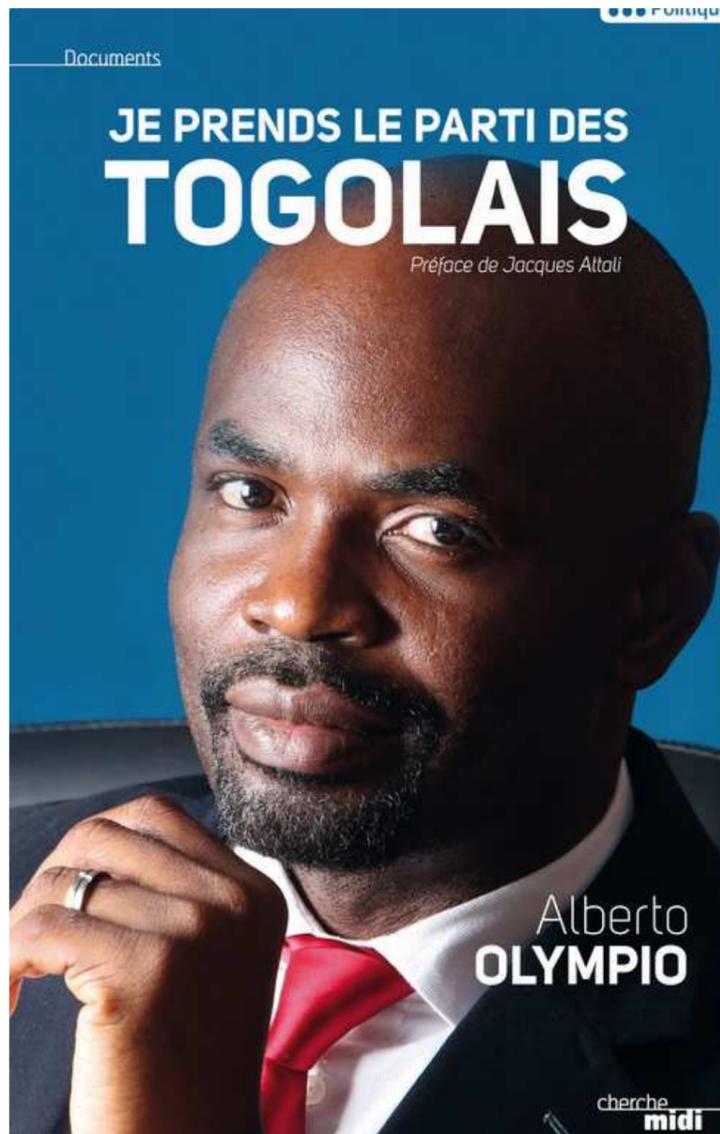
Isidore

# Présidentielle 2015/ « Je prends le Parti des Togolais » Le Livre-Programme du candidat Alberto Olympio

Se démarquant de la méthode jusque là adoptée par ses prédécesseurs, le Président national du Parti des Togolais, Dr Alberto Gerardo Olympio, a procédé mardi 18 octobre 2014 à Lomé, au lancement officiel de son livre-programme baptisé « Je prends le parti des Togolais ». Cet ouvrage de 293 pages, sert de projet de société au candidat .

Résolument engagé à « **Faire désormais la politique autrement sur la terre au Togo** », le Parti des Togolais joint désormais à ses propos, l'acte. Mieux, il opte pour le pragmatisme. Partant de ce principe cardinal lui servant surtout de cheval de bataille, son Président national Alberto Olympio a rendu accessible aux Togolais, son projet de société. Contenu dans un livre subdivisé en deux parties dont la préface porte la griffe de l'économiste

marocain Jean Attali, ce livre-programme retrace d'une part, l'histoire de l'auteur et candidat Alberto Olympio puis de l'autre, la vision qu'il porte sur le Togo. Ainsi, le Professeur Magloire Kuakuvi, présentant l'œuvre, a relevé la singularité qui caractérise ce livre, lequel poursuit l'Universitaire, vient démentir les observateurs pour qui les opposants togolais n'ont que des « *slogans populistes* » qu'ils offrent aux populations en lieu et place d'un véritable « projet



En somme, « **Je prends le parti des Togolais** » s'est essentiellement appesanti sur plusieurs domaines sur lesquels, le candidat Alberto Olympio entend se baser pour mener à bien sa politique générale une fois aux affaires. Parmi lesquels la justice, l'Administration, la Sécurité, la presse, l'Economie, la santé, la culture et l'environnement... Des domaines qui, selon Alberto Olympio, ont besoin d'une réelle restructuration afin de refaire du Togo, une nation légaliste et respectée où régneront à nouveau la démocratie et l'Etat de droit. « *Ce livre compte mon histoire en deux mots et donne la vision que j'ai pour le Togo. Et ce canal choisi est l'expression de la volonté qui m'anime à faire autrement la politique au Togo tout en adoptant une nouvelle approche. Et j'espère vivement qu'avec l'apport des Togolais, nous ferons tous ensemble demain, un Togo pour tous* », a laissé entendre Alberto Olympio. En rappel, « **Je prends le parti des Togolais** », est disponible à un prix réduit à 60%, soit un prix aléatoire de 4.500 Fr CFA. Ceci, explique l'auteur, « *afin de permettre à la plus grande partie de la couche sociale du Togo de pouvoir s'en procurer* ».

Magloire TEKO

de société». Aussi, Magloire Kuakuvi n'a pas également en compte tous les aspects de la vie sociale, politique et économique du Togo. manqué de saluer la qualité littéraire du document qui prend

## Réformes politiques : Le CAP 2015, le CAR et l'ADDI ont déposé le projet de loi au parlement hier

Ils se sont réunis lundi et mardi derniers. Le CAP 2015, le CAR et l'ADDI ont, au cours de leur réunion, émis le vœu de mettre ensemble leur proposition de loi pour les réformes constitutionnelles et institutionnelles, en vue d'avoir un document commun et consensuel à déposer à l'Assemblée nationale.

Selon Gerry Taama, président de Nouvel Engagement Togolais (NET), membre du CAP 2015, l'ambiance qui a prévalu tout au long des travaux a été conviviale. Ce qui a permis aux deux camps de trouver une proposition consensuelle de loi le mardi 18 novembre dernier. Le CAP 2015, le CAR et l'ADDI ont donc procédé à l'adoption définitive du document. Ils ont réussi à recueillir la signature du nombre de députés requis pour le faire. Le projet a été déposé sur la table de l'Assemblée nationale



Jean-Pierre Fabre



Me Dodji Apévon

hier mercredi dans l'après-midi. Il faut dire que ces partis politiques sont obligés de faire route ensemble pour pouvoir contraindre le pouvoir à opérer les réformes. Le CAP 2015 avec en son sein l'Alliance nationale pour le changement (ANC), seul, n'a pas le quorum requis pour provoquer ces réformes. De la même manière, le Comité d'action pour le renouveau (CAR) et l'Alliance des dé-

mocrates pour le développement intégral (ADDI) ne peuvent non plus le faire. Il faut donc une synergie d'action entre ces forces de l'opposition pour obliger le pouvoir à faire les réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales, gages des élections présidentielles libres, transparentes et crédibles. Nous y reviendrons.

Isidore

### Association des Intellectuels Togolais pour une Afrique Eveillée (AITAE) Communiqué de presse (relatif aux manifestations de rue des 21 et 28 novembre 2014)

L'AITAE est vivement préoccupée par la brusque montée de la tension politique suite aux appels à manifester dans les rues, lancés par le CAP-2015 et le RPT/UNIR ainsi que ses ailes marchantes, pour, respectivement, exiger les réformes constitutionnelles et institutionnelles préconisées par l'APG, et soutenir la constitution et les institutions de la République

L'AITAE condamne avec la dernière rigueur l'attitude irresponsable de ces deux camps qui, pour des raisons totalement illégitimes choisissent la voie de la confrontation avec tous les risques que cela peut comporter pour la cohésion et la paix sociale dans notre pays.

L'AITAE ne voit pas le bien-fondé de la manifestation du CAP-2015, du moment où, l'opposition est sur le point d'introduire à l'assemblée nationale un projet de loi portant révision constitutionnelle en vue d'opérer les réformes préconisées par l'APG et la CVJR.

L'AITAE constate que l'appel à manifester du CAP-2015 n'est pas de nature à favoriser le consensus préconisé par l'APG et la CVJR en matière de réformes constitutionnelles et institutionnelles.

L'AITAE trouve inadmissible l'attitude du RPT/UNIR

et de ses ailes marchantes, étant donné que le gouvernement qui est son émanation s'est toujours dit disposé à opérer les réformes recommandées par la CVJR et dont la mise en œuvre a été confiée au ministère des droits l'homme.

L'AITAE constate avec regret que le pouvoir de monsieur Faure Gnassingbé, en autorisant le parti RPT/UNIR à organiser des manifestations de rue soit disant pour soutenir la constitution, est viscéralement opposé aux réformes.

L'AITAE demande au CAP-2015 et au RPT/UNIR de cesser de jouer aux apprentis sorciers afin que notre pays ne soit pas précipité, par leur faute, dans une situation de chaos politique aux conséquences désastreuses .

L'AITAE exhorte les deux parties à surseoir à leurs marches afin de faire baisser la tension politique pour créer un climat propice aux discussions autour de la proposition de loi de révision constitutionnelle que l'opposition est sur le point d'introduire au parlement.

Fait à Lomé, le 19 novembre 2014.

Pour le bureau Exécutif ;

Le Premier vice-président

Sortie de crise pacifique au Burkina Faso

# Michel Kafando à la Présidence, Colonel Isaac Zida vers la Primature

A la satisfaction générale de tous, le Pays des Hommes Intègres, après trois semaines de crises politiques, vient de sceller définitivement et honorablement sa sortie de crise. Après la rédaction et l'adoption concertée d'une charte transitoire consensuelle, les acteurs sociopolitiques ont convenu à l'unanimité sur le choix d'un homme pour assurer la transition pour les douze prochains mois. Michel Kafando, c'est son nom. Homme populaire avec un carnet d'adresse riche et enviable, l'ex-ambassadeur de la Haute Volta et du Burkina Faso assurera désormais les destinées de ce pays à l'histoire démocratique exemplaire. D'ores et déjà, il s'évertue pour la nomination d'un Premier ministre dont plusieurs indicateurs annoncent déjà le Colonel Isaac Zida.



Michel Kafando



Colonel Isaac Zida

« Plus qu'un honneur, c'est une véritable responsabilité qui m'échoit dont j'entrevois déjà les écueils et l'immensité de la tâche », telle une déclaration empreinte de sagesse et de prise de conscience, voilà ainsi résumés les tout-premiers mots du désormais Président de la République Burkinabé, Michel Kafando. Tout comme tout au long du processus de la transition, les acteurs animant la vie politique et sociale du pays de Thomas Sankara, ont encore su parler d'une même voix. Confirmant ainsi tout le bien que tous pensaient d'eux, surtout quant à leur maturité légendaire qui les

amène à se surpasser des intérêts de peu d'importance au profit de ceux de tout un peuple.

Et pour ce faire, Michel Kafando, un diplomate de 72 ans aura été l'oiseau rare du peuple burkinabé. Un choix bien évidemment motivé par le passé riche d'expériences tant diplomatiques qu'internationales de l'homme. Ex-ministre des Affaires Etrangères dans le Gouvernement Saye Zerbo et Jean Baptiste Ouédraogo dans les années 80, Ambassadeur de la Haute-Volta entre 1981 et 1982 et du Burkina Faso de 1998 à 2011 auprès des Nations Unies, Michel

Kafando se veut aujourd'hui, celui qui connaît le mieux l'histoire politique diplomatique de l'actuel Burkina Faso, hier Haute Volta. Une renommée internationale marquée par un cursus scolaire bien fourni notamment à Ouagadougou, Dakar, Bordeaux, Paris et Genève. D'ores et déjà, le nouvel homme fort burkinabé prête officiellement serment demain vendredi 21 novembre, procédure juridico-administrative devant lui permettre de rentrer entièrement dans ses fonctions.

D'où la satisfaction aussi bien des organisations communautaires que la métropole qui,

saluent chacun de son côté, ce « choix consensuel » porté l'Homme qui conduira le peuple burkinabé jusqu'aux élections générales 2015 qui verront investies, des autorités démocratiquement élues. Parmi des voix qui saluent cette nomination, le Président Ghannéen, John Dramani Mahama, par ailleurs Président en exercice de la CEDEAO pour qui, ce choix d'une transition civile témoigne une fois encore « la volonté du peuple burkinabé, de ses forces vives et de défenses et de Sécurité à réitérer aux yeux du monde, leur maturité politique ». Par ailleurs, la France se dit également « Prête » à

accompagner ce pays durant toute la « période clé de son histoire ».

Mais au lendemain de sa nomination, l'un des premiers chantiers sera la nomination d'un Premier ministre. Même si la charte transitoire pencherait pour un civil, tout porte à croire que Michel Kafando lorgnerait du côté du Lieutenant Colonel Isaac Zida qui, selon les informations, serait en pôle posture pour occuper la primature. Interrogé sur ces rumeurs, l'intéressé ne semble du tout pas rejeter l'offre, en cas d'une éventualité. « Je suis un citoyen comme tout autre. Et en tant que tel, je suis à la disposition de mon pays et il m'emploiera là où il voudra », a notamment affirmé Isaac Zida. Une déclaration on ne peut plus claire sur la nouvelle posture que devra de l'exécutif burkinabé d'ici quelques jours.

Tout compte fait, le Burkina Faso, durant ces trois dernières semaines, aura encore démontré sa maturité politique qui fait désormais tâche d'huile sur l'ensemble du continent africain.

Magloire TEKO

Côte d'Ivoire

## Laurent Gbagbo situé, Alassane Ouattara secoué

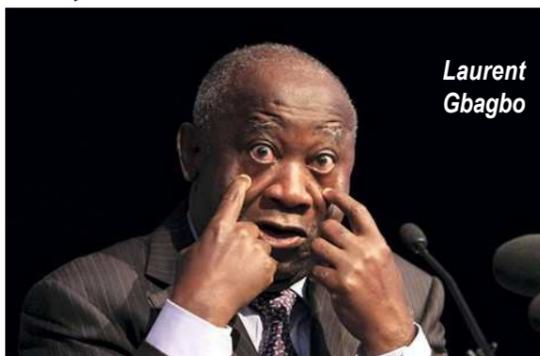
Depuis son incarcération depuis novembre 2013 par la Cour Pénale Internationale pour crime contre l'Humanité, charges conformées le 12 juin 2014 par ladite cour, l'ex-Président ivoirien Laurent Gbagbo végétait jusque là dans une incertitude béate sur son avenir. Notamment sur le début réel de son procès qu'il dit attendre avec impatience. Et depuis la fin de la semaine dernière, il peut désormais souffler un ouf de soulagement. Et pour cause, la date du 15 septembre 2015 vient d'être proposée par la Procureur de cette juridiction internationale, Fatou Bensouda pour marquer le début dudit procès tant attendu par tout un peuple. Pendant ce temps, l'actuel homme fort de la Côte Ivoire, ne dort pas non plus. Puisque connaissant depuis peu, des nuits blanches.

C'est donc à l'issue de deux audiences distinctes tenues en fin de la semaine dernière que la date du 15 Septembre 2015 a été retenue. Une proposition émanant du Procureur générale de cette Juridiction internationale Fatou Bensouda, celle qui jusqu'hier, avait désespérément souhaité le report de ce procès puisque ne disposant pas, selon elle, de réelles preuves de culpabilité de l'accusé. Pour ce faire, le Conseil de la CPI a, au cours de ces deux audiences, discuté des questions procédurales dans l'optique du procès ainsi que le réexamen périodique des conditions de détention de l'ex-Président ivoirien, Laurent Gbagbo.

C'est dire donc qu'enfin, l'ex-Président du Front Populaire Ivoirien (FPI) devra, comme il l'avait souhaité lors de l'une de ses

comparutions, se mettre entièrement à la disposition de cette cour pour que, toute la lumière soit faite sur cette affaire que d'aucuns n'hésitent à qualifier d'une politique des vainqueurs.

Comme pour reconforter les milliers de militants du FPI et par ricochet sympathisants de l'ex-Président ivoirien, cette annonce coïncide paradoxalement avec une situation peu ordinaire que vit Abidjan ces derniers jours. En effet, réclamant leurs soldes au sein de l'armée ivoirienne, des ex-combattants mécontents du mutisme qu'observe l'actuel pouvoir face à leurs exigences qui durent depuis 2009, sont rentrés depuis le début de semaine en mutinerie. Une grogne militaire qui, comme une trainée de poudre, gagne déjà plusieurs casernes du pays des Eléphants, notamment à



Laurent Gbagbo



Alassane Ouattara

Abidjan, Bouaké, Korogho et plusieurs d'autres dans lesquelles des coups de feu ont été entendus.

Pris au vif, le gouvernement ivoirien se devait de réagir promptement pour sauver une situation qui pouvait si vite tourner au vinaigre. Surtout si le mutisme perdure vu que le pays reste quelque peu fragile puisque sortant d'une profonde crise avec des conséquences politique, économique et sociales pour le pays. Ce qui fut fait par l'entremise du ministre d'Etat chargé de l'Intérieur et de la Défense, Hamed Bakayoko qui a tenu à rassurer les mutins quant à l'avancement de ce dossier qui est actuellement en instruction. Par conséquent, il annonce l'ouverture des négociations qui devraient être effectives depuis hier mercredi. Somme toute, une véritable frayeur qui aurait véritablement secoué Abidjan. Ceci, à quelques mois de la pré-

sidentielle de 2015 qui suscite d'ores et déjà des remous dans le pays.

Justement sur le terrain, du côté du pouvoir comme de l'opposition, tous se mettent en ordre de bataille dans l'optique de cette échéance qui se révèle aujourd'hui un véritable rendez-vous avec l'histoire pour les ivoiriens.

Désormais en une coalition dénommée « Plateforme des Centristes », quatre formations politiques unissent ainsi leurs voix dans le but, disent-elles, de « renforcer la position des forces politiques regroupées au sein du Rassemblement des Houphoetistes », la majorité au pouvoir. Parmi ces partis, le Parti des Démocrates Républicains (PDR) et le Parti Ivoirien des Agriculteurs (PIA). Par cette démarche, « Nous entendons promouvoir le renouveau politique en Côte d'Ivoire par des actes forts tels que

la restauration de la paix et la stabilité », a laissé entendre l'un des responsables de ladite coalition.

Certainement un pas de plus vers la présidentielle d'octobre 2015. Echéance qui verra à ne point douter postuler pour sa propre succession, le Président sortant Alassane Dramane Ouattara. Candidat fort du soutien inconditionnel de son allié, le PDCI de l'autre ex-Président, Henri Konan Bédié. Vivement que cette échéance ne débouche plus sur des violences postélectorales comme ce fut le cas en 2010. Lesquelles violences ayant occasionné plus de 10.000 morts. Mais pour l'heure, Laurent Gbagbo semble désormais être situé sur la date de son procès, ceci pendant que son alter ego, Alassane Ouattara connaît, lui, des frayeurs.

Magloire TEKO

# Eliminatoires CAN 2015/Fin de campagne catastrophique pour le Togo

## Les Eperviers au purgatoire

Amertume, douleur, pleurs, c'est dans cette ambiance morose que les Togolais ont vécu loin du stade de Tamalé au Ghana, l'élimination des Eperviers du Togo qui ne seront pas de l'expédition de Guinée Equatoriale. Elle était prévisible cette élimination après la cinglante défaite à domicile face au Sily nationale de la Guinée. Mais habitués des renversements de situation, les Togolais ont gardé espoir jusqu'à la 23<sup>ème</sup> mn de ce match décisif contre les Black Stars, où ils ont encaissé le premier but de la partie, œuvre de



Les Eperviers du Togo

l'addition sur une frappe des 45mètres. Les deux formations



Coup d'envoi du match

Ebola a pu se qualifier, c'est dire que le Togo devient une grande déception en matière de Football et le sommet de l'Etat en est seul responsable.

d'Agbodrafo a fait perdre la sélection nationale 4 fois par ces choix hasardeux. Sur 6 confrontations les Eperviers du Togo ont



Les Eperviers ont plié bagages

Abdou Madi Wari. Les Eperviers n'ont pas encore digéré ce but que Moubarak Wakasso corse

regagneront les vestiaires sur cet avantage considérable des Ghanéens.

congrès extraordinaire de la FTF. Aucune victoire ne se bâtit dans l'inorganisation, la division et la désunion. Durant 8 ans, cette crise perdure et les exploits isolés de la sélection nationale n'ont pu faire prendre conscience aux uns et aux autres. Aujourd'hui, le Togo est à la croisée des chemins dans la gestion de son sport roi laissé entre les mains des acteurs qui en font un outil de loisir avec le silence coupable de l'Etat. Cette élimination devra servir de période transitoire pour remettre de l'ordre dans la maison si tant est que le sommet du pays demeure attaché à l'émergence du Football qui joue un rôle fédérateur dans un pays où pratiquement les fils et filles sont divisés. Le Football a évolué et il n'est plus possible de faire du neuf avec un haillon. Si la Guinée malgré la période cruciale que traverse le pays avec la propagation inquiétante du virus

### L'expérience d'un technicien local, un fiasco

Ceux qui ont soutenu bec et ongle le choix de Tchaniélé Tchakala à la tête de la sélection nationale avec en tête Gabriel Améyi, doivent se mordre les doigts d'avoir ridiculisé le pays et surtout d'avoir manqué de lucidité. Le choix d'un sélectionneur local ne se décrète point, cela se mérite. Tchaniélé Tchakala par son bilan s'est totalement fourvoyé sur toute la ligne et barre du coup le chemin aux autres sélectionneurs locaux. Le clientélisme ambiant doublé de la limite tactique de l'homme a sombré le Togo. Sur 6 matches disputés, le Directeur de l'Académie Libertis



Tchaniélé Tchakala

encaissé 12 buts soient 2 buts par match contre 6 marqués soit 1 par match. Avec 6pts, le Togo se classe dernière du groupe et ne peut même pas prétendre à la lutte pour le meilleur troisième de la compétition.

Del-Jo

## CAN 2015 : Le champion d'Afrique nigérian à terre

Incroyable dénouement hier dans le groupe A des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2015. Le Congo retrouve la CAN après 14 ans d'absence, grâce à une victoire 1-0 au Soudan. Le Nigeria, tenant du titre, a en revanche été éliminé après un nul 2-2 face à l'Afrique du Sud.

Dans son stade flamboyant neuf d'Uyo, l'équipe du Nigeria a concédé un nul 2-2 synonyme de non-qualification pour la Coupe d'Afrique des nations 2015. Les Nigériens ont été tenus en échec 2-2, malgré un doublé de Sone Aluko (68e, 90e+4).

Les Sud-Africains, déjà qualifiés avant le coup d'envoi,

ont joué le jeu jusqu'au bout. Deux buts de Tokelo Rantie (43e, 47e) leur ont permis d'enfoncer leurs rivaux anglophones. Les «Bafana bafana» ont ainsi tenu bon, même réduits à dix contre onze après l'expulsion de Reneilwe Letsholonyane (72e).

Pour le sélectionneur Stephen Keshi et ses joueurs, c'est un terrible coup d'arrêt après une CAN 2013 brillante et une Coupe du monde 2014 plutôt convaincante. Les « Super Eagles » paient sans doute les déboires de leur Fédération (NFF) qui a été le centre de violentes rivalités politiques cet été. Une NFF qui a par ailleurs écarté deux fois Keshi de son poste avant de le rappeler deux fois. Pas sûr que

le « Boss » reste après cette débâcle.

### Le Congo, 14 ans après

Claude Le Roy et ses joueurs, en revanche, vont désormais être des héros à Brazzaville. Le sélectionneur disputera sa huitième phase finale, nouveau record, tandis que les « Diables rouges » retrouveront la phase finale de la CAN après quatorze années d'absence.

Les Congolais ont décroché leur billet au Soudan grâce à une victoire 1-0. Le but de la qualification a été inscrit par Igor Nganga à la 59e minute.

**FLAMBEAU**  
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC  
Siège social : Bd du 13 Janvier,  
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé  
Tél. (+228) 26 70 04 96  
e-mail : Loiclate@gmail.com  
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général  
chargé de la Publication  
Loïc LAWSON  
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction  
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction  
Edgar K. DJISSENOU  
K. Isidore  
Magloire TEKO

Stagiaires  
KOMBATE LARE Yendoutampo  
LAWSON Boèvi Mawuèna Joseph

PAO  
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent  
Tirage : 3000 exemplaires

Deux minutes seulement après la reprise, le Togo réduit le score par Jonathan Ayité. Mais les Eperviers du Togo subiront la fougue des Black Stars jusqu'à la 68<sup>ème</sup> minute où Ouro Akoriko Sadath inscrit contre son camp le troisième but qui enfonce totalement la sélection togolaise qui n'avait qu'à faire son deuil en disant adieu à la Can 2015 qui se dispute du 17 janvier au 08 février 2015 en Guinée Equatoriale. En attendant de rebondir en 2017, la sélection togolaise doit tirer les leçons d'une fin de campagne catastrophique.

### Les leçons à tirer

Cette élimination confirme la grave crise qui mine le Football togolais, une crise lourde de conséquences qui n'est point arrivée à terme et ne fait que s'amplifier surtout avec le prochain